



Conférence donnée lors de la session 2009, « Nouvelles solidarités, nouvelle société »

Agir et penser ensemble, un nouveau défi

PAUL BOUCHET, EMILIENNE KACI, DENYS CORDONNIER,
ANDREA MASSON, FRANÇOISE MERLIN, MARIE-FRANCE ZIMMER

Introduction - Blandine de Dinechin *

« Nous l'avons fait à plusieurs, mais c'était pour tout le monde ». *Pour introduire cette table ronde, j'ai choisi cette petite phrase entendue hier lors de notre dernière rencontre de préparation. Une autre phrase de Lucie Aubrac me vient à l'esprit : « Résister est un verbe qui se conjugue toujours au présent ». J'ai donc le très grand honneur d'accueillir parmi nous des résistants : Andrée Masson, poétesse à ses heures ; Françoise Merlin, entrée en politique ; Emilienne Kaci, défenseuse de libertés et de droits ; Marie-France Zimmer, une grande routière d'ATD-Quart Monde. Elles sont toutes les quatre porte-parole de réflexions et de questions issues de groupes de travail de toute la France. J'accueille également Paul Bouchet, président d'honneur d'ATD-Quart Monde, membre du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées. Il a présidé la Commission nationale consultative des Droits de l'homme. Juriste et conseiller d'État, il est depuis très longtemps impliqué dans la mise en oeuvre des droits de l'homme et a largement contribué à la loi dite DALO : Droit au logement opposable.*

J'accueille enfin Denys Cordonnier, l'animateur de cette table ronde. Il déteste les CV, qu'ils soient à trous ou pas. Je le présenterai donc simplement comme un médiateur énergique avec qui combattre pour un monde un peu plus relationnel est un plaisir.

Denys Cordonnier : *Agir et penser ensemble dans toute notre diversité, c'est un réel défi. Nous allons essayer de vous en faire part. Douze personnes ont préparé cette table ronde, nous sommes six pour vous présenter ce travail. Cette intervention sera donc à plusieurs voix, en trois parties.*

1. "Ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on est con !"

Petit sondage ! Qui d'entre vous pense que les pauvres sont cons ?! N'hésitez pas, levez le doigt ! [Aucun doigt ne se lève dans la salle]. Personne ? Et pourtant...

Un vieux monsieur est relogé parce que son quartier est réhabilité ; le bailleur lui explique qu'il faut qu'il se sépare de son chien, que ce sera mieux pour lui.

Des enseignants reprochent à une maman de ne pas venir aux réunions à l'école. Elle sent qu'on lui reproche, à elle, l'échec scolaire de son enfant.

Au bout du bourg, tout le monde appelle ce quartier "le quartier des cas sociaux". Alors quand deux habitantes se présentent aux élections municipales, elles ne sont pas crédibles. Pensez donc, des cas sociaux !

* Blandine de Dinechin, membre du Conseil des Semaines sociales de France, conseillère conjugale et familiale, éditrice, présidait cette table ronde.

Les Français sont attachés à choisir leur médecin généraliste ; compréhension mutuelle, questions intimes. Il est important de pouvoir choisir. Pourtant les personnes qui ont une assistante sociale, ne peuvent pas la choisir. Tiens, comment ça se fait ?

Un journaliste exprime sa surprise : Je ne comprends pas, vous avez l'air intelligent, pourtant vous êtes au RMI ! Ou bien d'autres journalistes demandent à avoir le témoignage d'un pauvre : qu'il puisse dire son parcours pour l'emploi, son combat pour accéder à un logement, qu'il puisse témoigner de lui. Puis ces journalistes demandent à un élu ou à un responsable associatif ses réflexions et ses commentaires sur la politique du logement, ou sur la politique de l'emploi. On demande à l'un de témoigner de lui et à l'autre de réfléchir à une question de société. Tiens !

D'ailleurs, je suis allé à un colloque sur la pauvreté. Il y avait plein de monde, c'était très intéressant. Mais les pauvres n'étaient pas représentés, ils n'étaient pas là. Est-ce que les personnes en situation de pauvreté seraient trop bêtes pour réfléchir avec les autres citoyens ?

Qu'est-ce que révèlent ces exemples ? Que disent-ils de notre société ? Nous avons essayé d'analyser de tels faits. Andréa, le regard des autres, ça fait quoi ? Et comment se développe la confiance ?

Andréa Masson : D'abord le regard des autres vous juge et vous fait perdre confiance en vous. C'est ce qui m'est arrivé il y a pas mal d'années. J'ai touché le fond. Comme je n'avais plus confiance en moi, je me suis mise une carapace. La carapace, c'était une cape que j'enroulais autour de moi, que ce soit dans la rue, que ce soit à l'intérieur, dans un cinéma ou dans un lieu public. Partout, partout. Et je voyais bien que les gens me regardaient drôlement. Mais moi, je m'enfonçais encore plus dans ma carapace. Le regard de l'autre nous rabaisse. À force on se rabaisse soi-même. On n'ose plus rien dire. Les autres ne nous jugent même pas capables de donner un coup de main.

Mais un beau jour, une dame m'a permis de reprendre confiance en moi. Cette dame vendait des journaux dans un kiosque. J'ai fait connaissance avec elle grâce à un chien – vous allez me dire que c'est bizarre mais c'est comme ça. Comme je n'avais pas confiance en moi, je n'avais pas confiance en cette dame, au début. Et elle m'a demandé de lui rendre service une deuxième fois. Elle m'a demandé de l'aider à vendre des journaux. Et là, j'ai accepté parce que cette dame, son regard, m'ont donné confiance en moi. Et c'est là que j'ai commencé à remonter. Il ne suffit pas d'être écouté, il faut être entendu. Avec cette dame nous ne nous sommes pas seulement écoutées, nous nous sommes entendues.

Denys Cordonnier : *Après ce premier élément d'analyse – le regard qui crée la confiance, ou qui l'empêche – poursuivons sur la confiance : entre qui existe-t-elle ? Et où a-t-elle du mal à s'installer ? Française.*

Françoise Merlin : La confiance, elle est entre nous. Elle aide à s'épauler, à s'aider, à organiser des fêtes, à faire des dossiers. On arrive toujours à aider les autres, les voisins, à notre niveau. Les gens riches veulent nous aider, mais souvent avec leurs idées. Les pauvres sont peut-être trop cons pour avoir des idées !? Souvent les riches nous considèrent comme des cas sociaux. Ça nous fait perdre la confiance en nous. Mais aussi la confiance en eux.

Denys Cordonnier : *Un troisième point d'analyse: « On n'a pas le choix ». C'est-à-dire, Emilienne ?*

Émilienne Kaci : Dans les exemples que Denys nous a racontés, on n'a pas le choix ; ça nous casse. Plus on galère, moins on choisit : le logement, les travailleurs sociaux, l'orientation des enfants... Même pour l'argent, on me dit : "Tu devrais acheter plutôt ce produit que celui-là". Et pour les loisirs : "Va dans telle association ; n'organise pas tes loisirs toute seule". Ne pas avoir le choix, tout le temps, sur tout : est-ce que les riches accepteraient ça pour eux-mêmes ?

Denys Cordonnier : *Marie- France, peut-on dire, comme quatrième point d'analyse, que c'est comme si on pensait pour vous ?*

Marie-France Zimmer : Ah, mais ce n'est pas « comme si » : on pense pour nous, on décide pour nous ! Ce n'est pas facile de vivre en étant pris pour un con. C'est déjà dur de vivre quand on n'a pas grand chose. Mais le pire, c'est quand on est mal considéré. Il y a des gens bienveillants, bien-pensants, qui veulent nous aider. Ils nous écoutent et on est obligé de raconter notre vie tout le temps, tout le temps. Quand on a besoin d'aide, il faut raconter sa vie. Alors, aujourd'hui on n'a pas envie de vous raconter notre vie, ni nos malheurs. On veut un vrai dialogue, d'égal à égal, de citoyens à citoyens. Agir pour nous, sans nous, c'est agir contre nous. Et ça, on a donné depuis des années.

Nous sommes six sur cette tribune mais deux cents personnes ont préparé, en groupes, certaines parties de ces Semaines sociales : le théâtre forum hier soir, cette plénière, les ateliers de cet après-midi, la célébration de ce soir. Est-ce que ces 200 personnes veulent bien se lever ? [Les 200 personnes, installées dans les premiers rangs, se lèvent].

Qui sommes-nous ? Aujourd'hui, je vous propose de nous considérer comme des personnes ressources : des personnes ressources de ces Semaines sociales. J'aimerais bien que vous parliez de nous comme personnes ressources et que vous nous appeliez comme ça !

L'autre jour, Andréa, quand on a préparé cette intervention, tu as écrit un poème. Est-ce que tu voudrais bien nous le lire ?

Andréa Masson : Bien sûr et pour vous tous :

“ Quand tu vois un malheureux,
Le regardes-tu dans les yeux ?
S'il te demande de l'aider
Peut-être vas-tu détaier.
Pourquoi le juger sur son apparence ?
Toi qui n'es qu'indifférence.
Peut-être n'a-t-il pas de valeur
Ou toi, tu en as peur...
Tout le monde pourrait réagir
Pour aller vers un autre avenir.
N'est-ce pas ? ”

Denys Cordonnier : *Quand on est parmi les favorisés de la société – c'est mon cas – ou quand on essaie d'être solidaire – c'est mon cas aussi –, tous ces propos ne sont pas si faciles et si simples à bien entendre, jusqu'au bout. Ne sont-ils pas un peu noircis ? Un peu exagérés ? Sûrement pas. Comme beaucoup d'autres, j'essaie d'apprendre à ne pas penser à la place d'autrui. Mais ce n'est pas si simple, je sais bien. Souvent par exemple, je termine les phrases, soi-disant pour aider ceux qui n'arriveraient pas à s'exprimer. Mais en fait, c'est comme si je savais à l'avance ce que l'autre est en train de penser et de vouloir dire ; je lui confisque sa pensée. Si je dis ça, c'est que je suis loin d'être le seul, je le sais. Entrons maintenant dans la deuxième partie de cet exposé.*

2. Créer les conditions d'un dialogue dans l'égalité

Nous avons intitulé la première condition : reconnaître l'autre et être reconnu. Et oser. Andréa nous a expliqué tout à l'heure l'importance du regard et de la confiance. Dans l'exemple de cette dame qui te demandait service finalement, qu'est-ce qui se jouait en termes de reconnaissance ? De reconnaissance qui permet d'oser...

Andréa Masson : On me jugeait incapable de faire quelque chose, même dans des endroits où je pouvais faire quelque chose, c'est-à-dire même d'éplucher une simple pomme de terre. Rendez-vous compte ! Bien sûr, c'est facile de juger. Qui n'a pas jugé quelqu'un d'autre ? Tout le monde peut juger un jour quelqu'un. Mais avant de juger, il

faut d'abord se regarder. Parce que la personne, elle a peur. Elle perd confiance. Puis un jour, elle ose.

Cette dame m'a demandé de l'aider à vendre des journaux. Pour m'aider, elle m'a demandé de l'aider. Ca change tout. Alors j'ai osé l'aider. Aujourd'hui je peux dire : osez, osez aller vers l'autre. C'est souvent la peur qui bloque. Alors ça, c'est mon caillou personnel : osez ne plus avoir peur. Et puis il y aura d'autres petits cailloux. Et à vous de mettre les vôtres.

Denys Cordonnier : *Oser faire un pas vers les autres, c'est évidemment à chaque citoyen, quel qu'il soit, dans tous les sens, de le tenter. Emilienne l'a aussi formulé avec son poème.*

Émilienne Kaci :

La diligence est devenue automobile
Le lavoir est devenue machine à laver
Le conteur est devenu télévision
Le citoyen est devenu un numéro.
Pour devenir des humains, il suffit d'être solidaires.
Riches et pauvres, faisons un pas l'un vers l'autre.
Pour une meilleure égalité.

Denys Cordonnier : *Cette reconnaissance nécessaire comme condition au dialogue n'est pas qu'individuelle, elle est aussi collective. La reconnaissance sur un quartier par exemple.*

Françoise Merlin : Être reconnu collectivement, c'est la deuxième condition pour dialoguer. C'est reconnaître toutes les solidarités que nous vivons dans les quartiers. Et il y en a beaucoup, tous les jours. C'est cette reconnaissance que nous attendons de tous les citoyens de la société. J'ai été dans plusieurs rencontres officielles. On nous a écoutés au cas par cas. Mais rien n'a changé. Ce n'est pas ce genre de dialogue que nous voulons. Nous demandons qu'ils voient les solidarités dans les quartiers : on se soutient, on réalise des actions collectives avec le peu de moyens que nous avons.

Denys Cordonnier : *Pas faciles les rencontres officielles, pas faciles les rencontres avec les hommes politiques... C'est bon plan ou mauvaise pioche, Marie-France ?*

Marie-France Zimmer : Ça peut être les deux. Si chacun raconte sa petite histoire au cas par cas, et qu'à la fin l'homme politique a le dernier mot, ce n'est pas bon, ça ne sert à rien. Par contre, quand tu es reçu collectivement par un homme politique qui ne fait pas de la pub, qui ne dit pas aux médias " venez, je suis en train de faire quelque chose de vachement bien avec des pauvres", un homme politique qui accepte d'écouter et de travailler comme dans un groupe de travail, qui accepte le dialogue et les réflexions à partir des réalités vécues, alors là ça peut vraiment changer les choses. Et ça marche ! Ça peut faire changer des lois et c'est pour des millions de gens.

Denys Cordonnier : *Finalement, qu'est-ce qui caractérise le dialogue dans l'égalité ? Qu'est-ce qui rend possible ce dialogue ? C'est la troisième condition que nous voulons souligner.*

Paul Bouchet : Il n'y a pas de truc, il y a d'abord un changement culturel profond des mentalités dominantes à réaliser. Ceci n'est pas fait. Il ne faut pas se contenter d'apparences. Il y a ensuite l'acceptation d'une méthode : le vrai dialogue ça s'apprend. Sinon rien n'est pire qu'un dialogue de sourds. Et nous avons tous les jours l'exemple de dialogues stériles. C'est pourtant possible, il faut écouter. Nous voulons le dialogue, mais ce n'est pas ce dialogue que nous voulons, nous disent les défavorisés.

Qu'est-ce qu'ils veulent ? Ils l'ont dit de mille façons : ils ne veulent pas qu'on pense à leur place. Ils ne veulent pas être simplement sous le regard pour être examinés et que

l'on recueille leur avis. Ce n'est pas uniquement recueillir leur avis qu'il faut, mais faire en sorte que celui-ci compte autant que celui des personnes avec qui ils dialoguent. L'égalité de dignité doit se traduire par cette conception du partenariat. Un dialogue, c'est un dialogue avec un partenaire, ce n'est pas un dialogue avec quelqu'un qui est plus haut et l'autre en bas. Ce n'est pas comme ça.

Ce changement de mentalité est encore largement à faire. Il traîne depuis des siècles. N'oublions pas qu'à la Révolution même, il y avait des 'citoyens actifs' et des 'citoyens passifs' – on les appelait comme ça. Les pauvres ne votaient pas, comme les femmes. Tant que cette distinction des citoyens actifs et passifs ne sera pas mise à terre, il n'y aura pas de vrai dialogue profond. Il ne suffit pas de donner des bulletins de vote, il faut comprendre comment, dans la démocratie présente, la voix des pauvres n'est pas entendue comme la voix des autres. Cela s'apprend ; c'est l'apprentissage pour devenir partenaire. Et cela s'apprend des deux côtés : les plus défavorisés font l'effort ; il faut le faire de notre côté.

Depuis dix ans, le mouvement ATD Quart Monde fait cet effort progressif pour l'apprentissage des citoyens. Cela a commencé il y a dix ans. Cela s'appelait « le croisement des savoirs » : quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble, avec des gens, des académiciens, des savants... On l'a réussi, mais il a fallu deux ans. Après, en 2002, on est passé au « croisement des pratiques », avec notamment des travailleurs sociaux. Cela s'appelait le « Groupe de recherche action formation, Quart Monde Partenaire » – là, il y a le mot partenaire ! Il fallait se former au dialogue. Quand le Quart Monde et les professionnels se forment ensemble, les travailleurs sociaux eux-mêmes découvrent, apprennent. Il n'y a pas que les défavorisés qui apprennent à s'exprimer de façon plus compréhensible pour les autres. Les professionnels ont aussi à apprendre à se faire comprendre. Enfin, il y a depuis l'année dernière et pour les dix ans qui viennent « le croisement des pouvoirs ».

Croiser les savoirs en formation, recherche, action : il me faudrait presque une vie pour voir et faire comprendre ce qu'il y a derrière chacun de ces mots. C'est d'abord une immense humilité. Des esprits très qualifiés pourraient vous dire ce que je dirai très humblement : on apprend dans le vrai dialogue. On n'est pas là pour apprendre aux autres, on apprend soi-même. J'ai été pendant plus de 50 ans avocat de droit social. J'ai des tas de titres qu'on vous a donnés en me présentant. Eh bien je dis que j'ai appris là des choses que je ne savais pas. Et j'apprends tous les jours dans ces dialogues.

Denys Cordonnier : *Beaucoup d'initiatives innovantes existent pour essayer de vivre des démarches communes entre " personnes ressources" et autres citoyens. Citons-en quelques-unes, pratiquées par*

divers acteurs : recherche-action, réflexion collective entre travailleurs sociaux et personnes en difficulté, prise de parole publique avant des élections, interpellation du grand public avec des moyens artistiques. Il faut encourager et développer toutes ces démarches, les rechercher, les expérimenter, les évaluer. Mais attention, ne les considérons pas trop vite comme aboutissant à un authentique dialogue citoyen. En réalité, il n'est vraiment pas simple de parvenir, dans de telles démarches, à un véritable croisement des expériences, des savoirs, des pratiques.

Au risque de choquer certains, je dois dire que je déteste l'expression ' groupe de parole '. Parce que lorsque des syndicalistes et des patrons réfléchissent ensemble à une question de société, on appelle cela groupe de travail. Quand dans une entreprise on réfléchit à des projets, on parle de groupe de travail. Quand des élus ou des fonctionnaires territoriaux cherchent à développer de meilleurs services publics, il s'agit encore de groupe de travail. Mais quand des personnes en situation de pauvreté se réunissent, trop souvent on parle de 'groupe de parole'. Pourquoi 'groupe de parole' ? Est-ce juste pour leur faire du bien qu'on leur demande de parler ? Ou est-ce pour contribuer à améliorer la société, comme les autres ? Voilà pourquoi je n'aime pas cette expression-là. D'où notre troisième partie :

3. Partager le pouvoir pour changer le monde

S'agit-il du grand soir ? Non. S'agit-il d'une révolution ? Non. Enfin si, peut-être...

Peut-être pas la révolution au sens historique habituel. Mais oui, il s'agit d'une révolution : une société qui va jusqu'au bout du croisement des savoirs, des pratiques, des pouvoirs, ne marche forcément plus de la même manière. Ce n'est pas vrai uniquement des décisions locales, c'est tout notre mode de fonctionnement de société. Je vous donne juste un exemple dans le domaine de l'emploi : dans un groupe de travail, j'ai appris que 'vouloir avoir un emploi', ce n'est pas du tout pareil que 'vouloir chercher un emploi'. J'ai appris ça notamment de M. Roger. Il expliquait : "Avoir un nouveau travail ne me fait pas peur ; j'ai déjà travaillé dans 40 entreprises. Mais si tu cherches un emploi tous les jours, tu te fais casser tous les jours. Tu écris et tu n'as pas de réponse ; tu te présentes, on te dit: vous êtes trop vieux ; vous n'êtes pas qualifié ; ça fait deux ans que vous êtes au chômage. Alors quand tu as le moral à zéro, c'est toute la famille qui paye derrière. Donc, pour que la famille tienne, il vaut mieux ne pas chercher de travail si c'est dans ces conditions là". Et pourtant, qu'est-ce qu'il souhaitait en avoir, du travail !

Dans ce groupe de travail, on a donc analysé la politique de l'emploi et on s'est rendu compte qu'il y avait une confusion entre les deux notions, puisque celui qui ne démontre pas qu'il cherche un emploi est réputé ne pas vouloir travailler. N'y a-t-il pas là un 'savoir d'expérience', savoir vécu par des millions de M. Roger, qui a été oublié pour construire cette politique de l'emploi ? Je le dis pour l'emploi, mais c'est vrai aussi pour la politique du logement, avec la loi DALO, le droit au logement pour tous, le droit au logement opposable. Emilienne, en quoi a-t-on besoin du savoir d'expérience pour analyser l'application de la loi DALO ?

Émilienne Kaci : Mais oui, c'est pareil... Quand on cherche un logement, on nous demande des papiers, des justificatifs. Mais quand on vit dans un meublé ou à la rue, ce n'est pas facile de les fournir. Et puis il faut téléphoner au 115 : mais comment prouver qu'on téléphone tous les jours au 115, ce qui est une condition pour obtenir un logement ? Comment fait-on ? Et quand un logement libre s'est enfin libéré, comment se faire accepter par les voisins, alors qu'on constate que bien des gens refusent des voisins en situation de pauvreté ? Alors pour faire avancer la loi, partons de la réalité. Ceux qui n'arrivent pas à avoir un logement peuvent apporter leurs réflexions sur ce qu'il faudrait changer pour un accès effectif au logement.

Denys Cordonnier : *Prenons encore un exemple, dans le domaine de l'école. On le sait, il y a encore beaucoup d'échecs scolaires. Beaucoup trop. Alors comment le savoir des parents des élèves qui réussissent moins bien à l'école peut-il enrichir la manière de réfléchir et d'agir de tous les acteurs de l'école ?*

Françoise Merlin : L'école est souvent un lieu d'échec et d'humiliation pour les enfants en échec scolaire. Eux-mêmes sont très rarement délégués de classe : non, on choisit les meilleurs élèves ! Et pour leurs parents, surtout s'ils sont au chômage ou vivent avec peu de moyens, faire partie du comité des parents d'élèves, des délégués des parents d'élèves, est impossible. Les rares parents qui le font, savent le mépris qu'ils endurent. Et pourtant, ces parents pourraient beaucoup aider sur ces sujets, sur les conditions de la réussite scolaire, car il n'y a pas que des enfants de parents pauvres qui sont en échec.

Denys Cordonnier : *Nous essayons de montrer que la mise en œuvre d'un vrai dialogue avec tous dans la société, notamment avec des " personnes ressources " comme Marie-France les a définies, doit conduire à une meilleure effectivité des droits.*

Paul Bouchet : Oui, il ne suffit pas d'obtenir des lois, ce qui est déjà souvent difficile. On a pris l'exemple de la loi DALO (droit au logement opposable), mais il y en a d'autres : la Couverture Maladie Universelle (CMU) ; le nouveau texte sur la

communication des dossiers pour les placements d'enfants – des situations ahurissantes qui traînaient depuis des années. Il faut deux choses pour qu'on arrive à l'effectivité : d'une part, l'élaboration des lois elles-mêmes où l'on a fait entendre la voix des défavorisés. D'autre part, il faut, dans l'application des textes, un suivi de ce qu'appellent les lois, ce qui se fait peu jusqu'ici. Là encore, on doit écouter tout au long la voix de ceux dont c'est la vie qui est en cause. Le savoir des défavorisés, c'est le savoir du vécu ; ils sont les experts de leurs propres vies. Mais ils sont aussi les experts les meilleurs de l'effectivité ou de la non effectivité des textes. Trois exemples dont je ne dirai que quelques mots, mais ils sont importants pour montrer que les choses avancent – il ne faut pas faire croire que ça n'avance pas !

La CMU : pendant des années on a discuté, "il faut une assurance, etc". On y est arrivé, malgré les différences entre les associations, en repartant des Universités Populaires Quart Monde. On y est arrivé et cinq millions de gens en profitent. Il y a des échecs. Ils ne viennent pas des plus pauvres. Ils viennent du fait que des dentistes, des médecins ne veulent pas appliquer la loi. Il faut donc que le suivi soit assuré par ceux qui disent : "cette loi, que nous avons obtenue et qui est bonne, ne fonctionne pas dans son application".

Pour les communications des dossiers dans les placements d'enfants, on a enfin obtenu ce qui était pourtant évident : que les familles puissent aller voir leurs dossiers. Elles peuvent les voir, mais pas avoir une copie ! Vous voyez ce que c'est : demander un dossier au greffe, le regarder sur place sans toujours comprendre et le rendre. Les experts croient que tout va bien puisqu'on a donné aux familles le droit de voir leur dossier. Mais le droit pratique d'avoir la copie du dossier, c'est encore une bataille à livrer. J'espère la livrer et j'espère qu'on va la gagner. Ceci pour dire que, s'il n'y a pas la pression de ceux qui sont en cause, dont c'est le vécu, on n'y arrive pas, même avec de bonnes lois.

Dernier exemple : la loi DALO. On a très justement parlé des formulaires compliqués et de la difficulté de trouver les pièces justificatives. Cette année, je peux vous dire qu'on a obtenu que le formulaire soit modifié, après avoir consulté la plupart de nos mouvements en demandant : qu'est-ce qu'on peut enlever ? Comment peut-on simplifier ? Pas tout, parce que si on simplifie trop, les dossiers arrivent devant les commissions et il manque des renseignements – or la moitié des affaires sont rejetées pour dossier incomplet. Il faut trouver l'équilibre et on ne le trouve qu'en en discutant avec ceux-là mêmes qui sont en cause et avec qui on peut voir comment améliorer les choses. Cela reste difficile. Les pièces justificatives notamment, c'est toujours difficile. Mais il y a des moyens d'avoir des attestations, il ne faut pas se décourager. Tout cela, on est en train de le faire. C'est une lutte quotidienne, permanente. Mais il faut surtout que les plus défavorisés soient partenaires, sinon même les meilleures lois ne seront pas effectives. Et le pire serait de passer de l'espérance à la désillusion. Nous sommes pour l'espérance, pas pour l'illusion !

Denys Cordonnier : *Pour préparer cette table ronde sur ce thème « agir et penser ensemble, un nouveau défi », nous nous sommes réunis à douze personnes, je vous l'ai dit, et nous avons réfléchi ensemble tous les douze avant d'être six aujourd'hui à prendre la parole. C'est aussi une réflexion commune que l'on va vous proposer cet après midi dans quatre ateliers, réflexion commune à 300, à 500, à 1000 personnes même, selon les ateliers ! On va essayer, c'est un sacré défi, mais ensemble nous allons y arriver, dans les quatre ateliers suivants : La famille revisitée ; Pour une économie solidaire ; Du droit au logement au vivre ensemble ; Les migrations en débat.*

Chacun a été préparé par 30, 50, 60 personnes ressources. Il ne s'agit donc pas que certains témoignent et que d'autres écoutent. Notre but est de réfléchir ensemble, pour élaborer d'une part des pistes citoyennes, d'autre part des pistes structurelles et institutionnelles. Pour aider notre société à changer. Pour que les solidarités viennent transformer la société, à partir de l'expérience des uns et des autres, personnes ressources, experts invités et vous tous, participants à ces ateliers. Le style sera bien évidemment très participatif. Vous savez maintenant pourquoi.

Marie-France Zimmer : Pour conclure, je voudrais rappeler le titre de ces Semaines sociales : « Nouvelles solidarités, nouvelle société ». Si on parlait de solidarités, mais sans changer notre société, on aurait tout faux. Ce serait comme une cerise sur un gâteau brûlé. Par contre, si on parle de solidarités qui peuvent transformer le cœur de la société, alors là, oui, c'est comme le levain dans la pâte ! Je terminerai en soulignant l'importance de la dignité : la dignité de chaque personne est liée à la dignité de notre société. Et depuis 2007, au Conseil Économique, Social et Environnemental, à Paris, se trouve gravée cette phrase :

« Considérer les progrès de la société
à l'aune de la qualité de vie
du plus démuné et du plus exclu,
est la dignité d'une nation
fondée sur les droits de l'homme. »